

# Le pouvoir aux travailleurs

10 MARS 2002

N°88

PRIX : 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<b><u>EDITORIAL:</u></b>	
- GREVE "SAUVAGE" OU PAS, C'EST LA BONNE VOIE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS! .....	2
- UN "FORUM SOCIAL" POUR DÉTOURNER LES LUTTES .....	3
- UN GOUVERNEMENT AU SERVICE DES RICHES ! .....	3 - 4
- LES AGENTS DE SANTÉ MONTRENT LA VOIE .....	5
- GRÈVE A COTE D'IVOIRE TÉLÉCOM .....	5
- LES AGENTS PÉNITENCIERS REVENDIQUENT EUX AUSSI .....	6
- NON A LA CARTE DE SÉJOUR, POUR LES TRAVAILLEURS "ETRANGERS" ! .....	7
- PATRONAT ET GOUVERNEMENT S'ENTENDENT .....	7 - 8
- LA CAUSE DE LA MISERE, C'EST LE CAPITALISME ! .....	8
- "SORCELLERIE" ? CA ARRANGE BIEN LES VRAIS ASSASSINS ! .	9
- POUR LE DROIT A LA SANTE, PAS POUR L'AUMONE .....	9
- "CHAMP ESPOIR" : ARGENT POUR LES UNS ! POLLUTION POUR LES AUTRES ! .....	10
- L'ARGENT, IL Y EN A ! .....	10
- ANGOLA : LA MORT DE SAVIMBI .....	11

GREVE "SAUVAGE" OU PAS,  
C'EST LA BONNE VOIE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS!

En l'espace de quelques jours, une vague de grèves a touché les "agents hospitaliers", les employés de Côte d'Ivoire Télécom, les instituteurs, les gardes pénitenciers, etc. Face à cette situation, le gouvernement a durci le ton, par la voix du Premier ministre. Il a menacé les travailleurs, dénoncé ce qu'il a qualifié de grèves "sauvages". Il a dit aussi à l'attention des travailleurs que leur grève ne servait à rien du fait que, de toutes les façons, il n'y a "pas d'argent" pour satisfaire leurs revendications salariales. Pour conclure, il a demandé aux travailleurs de "patienter" jusqu'en ... "2003".

Après ces paroles méprisantes et menaçantes, faites de fausses promesses, on ne peut manquer de faire le parallèle avec la grève des sous-officiers de la police qui avaient même usé, on se souvient, de leurs armes à feu pour se faire entendre de leur employeur. En ce temps là, le Premier ministre n'avait pas osé qualifier cette grève de "sauvage" ! Les policiers avaient même été reçus au pied levé par ce dernier. A ce moment là, par magie, le gouvernement a trouvé de l'argent pour satisfaire une grande partie de leurs revendications !

Aujourd'hui, si ce même Premier ministre qualifie la vague de grève de "sauvage" et d'"illégal", c'est pour mieux réprimer les travailleurs. Le binôme gouvernement patronat craint, en effet, que s'il cède aux revendications salariales de ceux qui ont exprimé leur mécontentement, le risque est grand pour que d'autres travailleurs suivent la voie ouverte, tellement la situation des travailleurs est criante. Le résultat du rapport des forces dans la lutte qui oppose gouvernement et patronat d'un côté et les travailleurs de l'autre, n'est évidemment pas inscrit d'avance. Ces derniers augmenteront d'autant plus leur chance de gagner qu'ils attaqueront de concert et iront unis au combat. L'argent, évidemment, le gouvernement et le patronat en ont. Mais ils ne le céderont pas de gaieté de coeur.

En même temps que ce gouvernement ose affirmer qu'il n'y a pas d'argent dans la caisse de l'Etat, il compte "rembourser" pour cette année 2002 quelques 740 milliards de francs aux banques occidentaux, rien qu'à titre d'intérêts de dette que l'Etat aurait contracté avant. Comme il a aussi annoncé encore cette semaine un cadeau de 104 milliards aux patrons d'entreprises privés sous formes d'exonération de TVA et d'annulation pure et simple de certains arriérés d'impôts. Alors, oui, l'argent, le gouvernement en a mais il le réserve aux possédants.

Alors, souhaitons que si la lutte commencée par les agents hospitaliers se généralise demain pour toucher aussi bien les usines, le bâtiment, le port, les bureaux, etc., les travailleurs trouveront le chemin de l'union pour frapper fort et tous ensemble!

COTE D'IVOIRE  
UN "FORUM SOCIAL" POUR DÉTOURNER LES LUTTES

Depuis quelques semaines le gouvernement ivoirien fait face à de nombreux mouvements revendicatifs. Cela a commencé avec la grogne des policiers le 29 janvier dernier. Ils revendiquent des hausses de salaires et une revalorisation de leur statut. Le même jour ce sont les employés du journal "*Fraternité Matin*" qui montrent leur colère en interdisant l'accès du journal aux dirigeants de l'entreprise et demandant la démission du directeur qui avait eu le culot non seulement de verser avec retard le salaire de décembre 2001 mais de plus y a prélevé 30% sous prétexte que l'entreprise est en difficulté.

Ensuite ce furent les agents de la santé qui se mettaient en grève suivis par les agents de CI-Télécom, puis les magistrats, les gardes pénitenciers, les enseignants du primaire.

Ce mouvement de contestation a également touché d'autres catégories de la fonction publique tels que les greffiers, les employés de la RTI (radio et télévision), etc.

Tous les petits salariés de ce pays, ceux du secteur public comme du privé sont touchés de plein fouet par la crise économique. Les salaires déjà très bas sont bloqués depuis des années alors que les prix des denrées, du transport, de l'électricité, et de tout autre produit et service ne cessent de grimper.

C'est cette même colère contre la cherté de la vie qui avait poussé à la fin du mois de janvier dernier des femmes à organiser une marche de protestation vers la présidence. Elles sont parties de la commune de Yopougon jusqu'au plateau. Elles ont été renvoyées avec dédain par le pouvoir alors que les policiers ont tout de suite été reçus et obtenu une augmentation mensuelle de 30 000 francs CFA.

C'est donc dans un climat de grogne sociale que le Premier ministre Affi N'Guessan préconise d'organiser ce qu'il appelle un "*forum économique et social*", histoire de noyer le poisson et d'empêcher tout élargissement du mouvement de contestation dans les secteurs jusqu'ici apparemment calmes mais où gronde une colère souterraine. Il trouvera certainement quelques dirigeants syndicalistes pourris et assoiffés de "*cadeaux*" pour organiser des tables rondes avec eux. Ils vont faire des blabla sur le sort des classes laborieuses. Et le gouvernement promettra peut-être des augmentations hypothétiques pour que les travailleurs ne se mettent pas en grève ou la cessent. Mais rappelons pour ceux qui l'auraient oublié que c'est ce même Affi N'Guessan qui en novembre 2000 promettait déjà "*dix ans de bonheur en échange d'une année de trêve sociale*". Il faudrait que les travailleurs le lui rappellent pour lui rafraîchir la mémoire!

UN GOUVERNEMENT AU SERVICE DES RICHES !

Le Premier ministre, Affi N'Guessan, a présenté la "*politique générale*" du gouvernement devant un parterre de politiciens. Il s'agissait pour lui de présenter à la bourgeoisie son bilan depuis l'installation de Gbagbo au pouvoir et, aussi, de tracer les "*perspectives*" pour l'année en cours et celles à venir.

Quand il s'agit de parler aux riches, le gouvernement sait le faire en des termes très concrets. Bien palpables. Ainsi il s'est engagé à rembourser toutes les dettes de la Côte d'Ivoire. Même celles qui sont allées gonfler les comptes en banque des uns et des autres. Rappelons que selon les chiffres officiels le montant total de cette

dette est de 6326 milliards. Le gouvernement s'est précisément engagé à rembourser annuellement 678 milliards aux grandes institutions financières internationales et plusieurs dizaines d'autres milliards aux capitalistes locaux.

Comme cela ne suffit pas aux appétits voraces de messieurs les bourgeois, le gouvernement a tenu à rappeler que depuis le début de cette année 2002, la TVA a été ramenée de 20% à 5% symbolique pour les importations des entreprises capitalistes, pour peu que celles-ci réussissent à justifier que ces importations sont "destinées à la réalisation de nouveaux projets d'infrastructures".

Le gouvernement a aussi effacé purement et simplement une grande partie des impôts des années passées que ces messieurs les bourgeois n'ont pas daigné honorer au fisc.

Pour compenser le manque à gagner pour les caisses de l'Etat, après autant de cadeaux faits aux plus riches, le gouvernement compte "élargir l'assiette fiscale sans augmenter le taux d'imposition". En clair, cela veut dire que ce gouvernement compte faire payer les plus petits, ceux qui ont été jusque-là épargnés par certains impôts directs. Par ailleurs, le gouvernement compte aussi "poursuivre la privatisation". Ce qui est encore une autre façon de faire des cadeaux aux plus riches.

Il s'est aussi engagé à bloquer les salaires des fonctionnaires pour cette année 2002, en espérant ainsi éviter que les travailleurs du secteur privé n'aient la mauvaise idée de revendiquer, eux aussi, une augmentation des salaires à leurs patrons.

Toute cette partie du discours du Premier ministre, c'était pour les riches. Pour ce qui est des travailleurs, ce sont encore une fois des sacrifices supplémentaires qui leur sont demandés.

Il a dit que "la masse salariale sera plafonnée à 510 milliards de francs en 2002 au lieu de 523 milliards nécessaires aux besoins réels", selon ses propres termes. Concrètement, cela veut dire que le gouvernement ne prévoit non seulement aucune augmentation de salaires pour les travailleurs du public en 2002 mais en plus, il compte même supprimer les postes des "départs à la retraite", ce qui ferait, selon ses dires, "économiser 13 milliards de francs à l'Etat". Ne manquant pas de cynisme envers les travailleurs, ce même ministre a relevé que "les inégalités entre non pauvres et pauvres se creusent davantage".

Tout cela a de quoi révolter les travailleurs et la population laborieuse. Les riches le savent. Voilà pourquoi le gouvernement leur a donné l'assurance que leurs intérêts seront préservés quoi qu'il en coûte. Ainsi, le gouvernement s'est engagé à recruter 600 à 800 policiers tous les ans, "renforcer" les moyens de répression à leur disposition, augmenter le nombre de commissariats de police; "restaurer le service militaire obligatoire à partir de 18 ans". Ce qui est encore une autre façon d'avoir à disposition une force de répression contre toute tentative de révolte de la population pauvre et cela à moindre coût.

Comme le bâton ne risque pas de suffire si la misère s'aggrave dans ce pays, le gouvernement prévoit de mettre à contribution les syndicats, les chefs coutumiers, les imams, les prêtres. Tous les dignitaires qui peuvent avoir l'oreille de la population pauvre seront mis à contribution pour servir de canaux à la politique patronale du gouvernement et tenter de préserver ce qu'ils appellent "la paix sociale", c'est-à-dire le calme social nécessaire pour que les riches puissent exploiter en toute "quiétude". Mais les vœux du gouvernement sont une chose et les aspirations des travailleurs une autre. Et à force de serrer la ceinture aux plus démunis, il finira par récolter la juste colère des exploités.

## LES AGENTS DE SANTÉ MONTRENT LA VOIE

Les 25 et 26 février dernier, les infirmiers, sages-femmes, techniciens de labo et gestionnaires en pharmacie, entre autre, ont entamé une grève. Ils revendiquaient l'augmentation des salaires, la revue de leurs "*primes de risques*", la révision de certaines indemnités, "*le profil de carrière*", etc. En retour, leur ministre de tutelle, pour ne pas lâcher le morceau, a qualifié leur grève de "*suspecte*". Quant au Premier ministre, il a même parlé de "*complot politique*".

Le mouvement de grève a été largement suivi. Les hôpitaux ont été paralysés. Mais là encore le gouvernement n'a pas cédé. Il a demandé aux travailleurs de "*patienter*" jusqu'en 2003.

De plus, on se souvient que pour

tenter de discréditer cette grève, la presse proche du gouvernement a fait état des difficultés et des "*souffrances*" des patients, du fait de la fermeture des hôpitaux. Le journal "*Notre Voie*" a même parlé de morts dont il faisait porter la responsabilité aux travailleurs en grève.

Quelle hypocrisie ? Ce que ces messieurs du gouvernement et leurs organes de presse ne disent pas, c'est que même quand les hôpitaux sont ouverts, combien de pauvres meurent quand même, faute de moyens, pour des maladies pourtant tout à fait guérissable ? Combien n'ont même pas accès aux centres de santé, parce que les salaires sont justement bas ? Dans la réalité, ces gens-là se moquent bien de la santé de la population pauvre.

## GRÈVE A COTE D'IVOIRE TÉLÉCOM

Dans la vague des mouvements de grève de ces derniers temps, la Côte d'Ivoire Télécom a été aussi touchée

Les travailleurs ont remis sur le tapis des accords intervenus dans le passé sur des augmentations de salaire prévues pour cette année 2002, la question des "*départs volontaires*" ainsi que d'autres revendications spécifiques à la corporation.

La direction a vite fait de réagir avant que les perturbations ne se fassent sentir sur tout le réseau téléphonique. Selon les bruits qui ont couru, elle a répondu favorablement aux revendications avancées.

Toujours est-il que le mouvement

s'est arrêté net. Quant à la presse, elle n'en a même pas fait cas. Comme si le patronat et le gouvernement s'étaient entendus avec les patrons de presse et les trois principaux syndicats que sont l'Ugtci, Dignité et Fésaci, pour ne pas étaler au grand jour les résultats de la négociation, pour ne pas faire tâche d'huile.

Agissant comme le porte-parole du Premier ministre, Mahan Gahé, le secrétaire générale de Dignité, s'est exprimé auprès des journalistes pour déclarer : "*nous sommes pour le maintien de la paix sociale demandé par le chef du gouvernement... Nous ne demandons aux travailleurs de patienter jusqu'en 2003*". Voilà comment se comporte un larbin du pouvoir à la recherche d'un os à ronger.

## LES AGENTS PÉNITENCIERS REVENDIQUENT EUX AUSSI

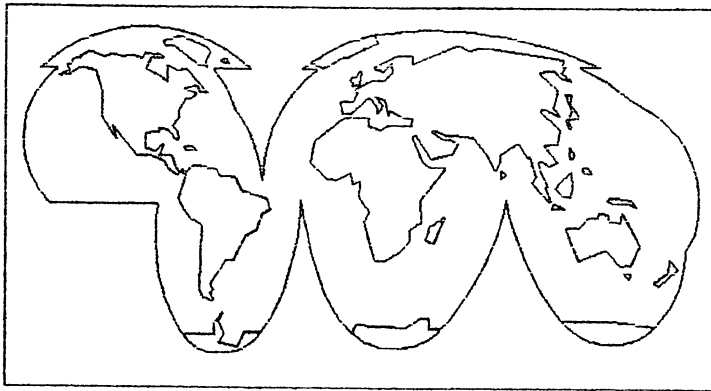
Les agents pénitenciers ont déclenché une grève de 72 h, le 25 février dernier. Ils revendiquaient le paiement des "*primes de sujétion*", le "*relèvement du niveau de recrutement*", etc. Des accords avec les autorités étaient intervenus l'an passé, au sortir d'une autre grève, mais celles-ci tardent à les faire appliquer.

En réponse, les agents pénitenciers ont décidé de fermer toutes les prisons du pays. Il n'y a donc pas eu de déferrement de prisonniers ni

d'extradition.

Le gouvernement refuse jusqu'ici de satisfaire leurs revendications contrairement à ce qu'il avait fait avec les policiers en colère. Ce qui veut dire que pour être entendu il faut être craint par l'Etat. Les travailleurs en cherchant à unifier leur lutte dans un mouvement plus vaste peuvent justement trouver cette force nécessaire pour faire reculer ce gouvernement sourd à leurs revendications.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

## L E U R S O C I E T E

### NON A LA CARTE DE SÉJOUR, POUR LES TRAVAILLEURS "ETRANGERS" !

Le gouvernement remet à l'ordre du jour la carte de séjour. La nouveauté, c'est que la validité de cette nouvelle carte passe de 1 à 5 ans. Le montant a été porté à 35.000 Fr pour les ressortissants de la zone CEDEAO et 300.000 Fr pour ceux de la zone hors CEDEAO.

On se rappelle encore les discours démagogiques du FPI quand il était dans l'opposition. Il condamnait à juste raison la mise en place de cette pièce par le gouvernement Ouattara. Il n'y a pas encore longtemps, le président actuel de l'assemblée Nationale s'était encore exprimé un peu dans ce sens. Mais le FPI n'est pas à un revirement près, surtout quand il s'agit d'attaquer les travailleurs.

Que le gouvernement fasse payer les riches, tant mieux. Mais malheureusement c'est le contraire qu'on constate depuis l'arrivée du FPI au

pouvoir. Les riches, de façon générale, sont exonérés de nombreux impôts que n'importe quel pauvre de ce pays paye. Sans compter tous les nouveaux cadeaux que le gouvernement vient d'annoncer en annulation pure et simple des arriérés d'impôts qu'ils devaient aux caisses de l'Etat. Le constat est simple : plus on est riche moins on paye. Voilà la vérité !

Comment un ouvrier avec son salaire de misère peut-il payer une somme de 35.000F qui est à multiplier par le nombre de personne vivant dans chaque famille? C'est une honte ! A plus forte raison quand le travailleur est d'origine camerounaise ou tchadienne à qui le gouvernement demande presque 10 fois plus !

La carte de séjour n'est en réalité qu'une mesure discriminatoire ayant pour but de diviser les travailleurs et au passage engraisser les dirigeants.

### PATRONAT ET GOUVERNEMENT S'ENTENDENT

Les patrons du transport ont menacé de paralyser la circulation le 27 février dernier pour protester contre les "limiteurs de vitesse", le mauvais état des routes, le prix élevé du carburant, l'augmentation des vignettes et le racket intolérable des policiers.

Ils ont été rapidement reçus par le chef de l'Etat en personne alors que les "ménagères" elles, en colère contre la flambée des prix n'avaient pas été reçu par un seul membre du

gouvernement, après leur marche quelques jours plus tôt.

Le gouvernement s'est donc empressé de satisfaire les patrons du transport en supprimant les limiteurs de vitesse. S'agissant de l'état des routes, le président a promis de les faire réparer... en contre-partie de la mise en place de "droit de péage" sur certaines routes. Les transporteurs ne s'en sont pas plaints. Ils savent par avance que la note à payer, ils vont la présenter à la

# L E U R S O C I E T E

population qui verra le prix du transport augmenter. Qui dit augmentation du transport, dit aussi augmentation du prix des marchandises sur le marché.

Quant au racket des policiers, c'est une autre histoire. D'ailleurs tout le monde peut constater qu'avec la "refondation" les barrages et les rackets prolifèrent de plus belle.

## LA CAUSE DE LA MISERE, C'EST LE CAPITALISME !

Des femmes exerçant dans la vente des éponges de nettoyage à Adjamé ont marché jusqu'à la présidence. Ces vendeuses se sont organisées dans ce qu'elles qualifient, elles-mêmes, de "coopérative des vendeuses d'éponges". Elles protestent contre le fait que des "étrangères", notamment des nigérianes et des nigériennes, vendent, elles aussi, le même produit, sur le même marché qu'elles. Conséquence pour elles, disent-elles, une "concurrence déloyale" qui les empêche de vendre leurs marchandises et donc de subvenir à leurs besoins.

Ces femmes, au nombre d'une quarantaine, ont été reçues par Gbagbo. Elles ont demandé que celui-ci les aide à exclure ces "étrangères" du marché de vente d'éponges et que le marché soit exclusivement réservé aux membres de leur "coopérative".

Le seul fait que ces femmes attendent de Gbagbo qu'il exclut leurs concurrentes "étrangères" est en lui-même révélateur des arguments xénophobes utilisés par les uns et par les autres des politiciens lors de la campagne électorale présidentielle

passée.

Ensuite, le fait que ces "ivoiriennes" pensent que les responsables de leur misère ce sont d'autres encore plus pauvres qu'elles, par le seul fait de leurs origines "étrangères", montre le degré de xénophobie qui règne aujourd'hui chez les pauvres. Or, cette misère s'étale dans des foyers toujours plus nombreux, dans les villes comme dans les campagnes.

Les dirigeants politiques, au pouvoir ou dans l'opposition, tout ce qu'ils savent faire c'est de détourner la population pauvre des vraies raisons de leur misère. Parce que la misère est liée au fonctionnement même de la société capitaliste. C'est donc aux intérêts bourgeois qu'il faudrait s'en prendre pour combattre la misère.

Pour ce combat là, au contraire, il faudrait l'union de tous les exploités. Une union qui regrouperait, justement, aussi, toutes les petites gens telles que ces vendeuses d'éponges indépendamment de leurs origines ethniques ou nationales.



## L E U R S O C I E T E

### "SORCELLERIE" ? CA ARRANGE BIEN LES VRAIS ASSASSINS !

A Kanebly, un village situé dans la sous-préfecture de Flacobly, suite aux décès successifs constatés dans ce village, une "exorciseuse" venu d'Abidjan a désigné les "coupables". Il s'agit de trente six personnes du village qu'elle a qualifié de "sorciers".

C'est révoltant de voir accuser de pauvres gens, quand on sait que les vraies raisons de ces décès sont connues de tous. Comment se fait-il, justement, qu'il n'y a que dans les villages et dans les quartiers pauvres des villes qu'il y a autant de mort? Pourquoi n'y a-t-il pas autant de décès dans les quartiers riches ? Avec la misère sans cesse grandissante,

comment un ouvrier ou un petit paysan peut-il se soigner, ou même se nourrir convenablement ? Sans compter que le plus souvent chez les pauvres, il n'y a ni eau courante, ni latrines, ni un minimum d'hygiène élémentaire. N'est-ce pas déjà là les premières sources de maladies, qui deviennent d'autant plus mortelles que les moyens de se soigner font de plus en plus défaut ?.

Evidemment, les préjugés, les croyances et les superstitions sur cette mortalité qui n'a rien de mystérieuse arrangent bien nos dirigeants. Parce que les vrais responsables, ce sont eux et le système capitaliste dont ils sont les serviteurs.

### POUR LE DROIT A LA SANTE, PAS POUR L'AUMÔNE

M'Pouto est l'un des quartiers cossus d'Abidjan. Là, habitent des riches dans de grosses maisons. Mais à M'Pouto il y a aussi un "village" où vit une population pauvre, pour la plupart, des domestiques de ces messieurs les bourgeois. Ce "village" est dépourvu de structures les plus élémentaires de santé publique. D'ailleurs combien d'habitants disposent-ils d'électricité, d'eau courante, de WC ou de latrines ?

En bons chrétiens, bons musulmans, bons "patriotes", leurs riches voisins, y ont initié, à travers "le Rotary Club", "une journée de soins gratuits".

Si ce n'est pas de la moquerie, c'est quoi?

Bien sûr, ces gens-là ont tous les moyens pour construire une structure de santé publique. Mais ce serait trop leur demander. Parce que ce n'est vraiment pas leur problème. Ils sont là pour piller, exploiter et amasser de l'argent. Tout ce dont ils sont capables, ces parasites de bourgeois, c'est de lancer de temps en temps un os à ceux qu'ils considèrent d'ailleurs moins que leurs chiens, en organisant ce genre de journée de charité avec grand renfort de publicité où viennent se prosterner devant eux les politiciens, les imams et les prêtres.

# L E U R S O C I E T E

"CHAMP ESPOIR" : ARGENT A GOGO POUR QUELQUES RICHES !  
DÉMAGOGIE ET POLLUTION A GOGO POUR LES AUTRES !

La reprise de l'exploitation du champ pétrolifère "Espoir" a été l'occasion d'une campagne médiatique. Le président s'est déplacé en personne pour donner le premier coup de volant qui inaugure l'exploitation de ce gisement.

Tout ce tapage pour faire croire à la population pauvre qu'elle bénéficiera des retombées de cette exploitation. Que de la tromperie ! Les gouvernants et les riches se fichent bien du sort de la population pauvre. Tout ce qui les intéresse, c'est ce qu'ils gagneront en "commissions" et dessous de table pour les uns et "dividendes" pour les autres.

Les pays arabes, le Nigéria, l'Angola, le Venezuela, le Congo, etc., montrent à eux seuls un exemple édifiant de cette situation scandaleuse de misère d'un côté et de richesse extrême de l'autre. Quant aux vrais

bénéficiaires dans l'opération, à coup sûr, ce sont les multinationales de pétrole, à savoir, les Total Fina Elf, Shell, Texaco, Mobil et consorts. En prime, la population pauvre, elle, récolte la misère et un environnement pollué et saccagé, pendant que les profits amassés des uns et des autres vont garnir des comptes en banque dans quelques pays riches.

Il en sera exactement pareil ici. D'ailleurs, ce gisement n'est pas le premier mis en exploitation en Côte d'Ivoire. Depuis une dizaine d'année, qui a ramassé le pactole ? Quel est le travailleur qui peut dire qu'il s'est enrichi depuis qu'il y a du pétrole et du gaz dans ce pays ? Et si le pétrole rapportait autant d'argent qu'ils le prétendent à l'Etat, où est donc passé cet argent ? Qui en a bénéficié ? Et pourquoi donc le gaz domestique et le carburant sont-ils vendus aussi chers aux consommateurs ?

## L'ARGENT, IL Y EN A !

740 milliards de francs seront déboursés par le gouvernement aux banques occidentales en cette année 2002, à titre d'intérêt des dettes qui auraient été contractées par la Côte d'Ivoire !

Par ailleurs, le gouvernement vient encore d'offrir 104 milliards de francs au patronat, sans qu'ils aient

même besoin de faire grève !

Le montant total ainsi distribué aux riches représente l'équivalent de 100.000 Fr pour près de 8,5 millions de familles de démunies !

C'est pourtant ce même gouvernement qui ose ensuite dire aux travailleurs qu'il n'y a pas d'argent pour satisfaire leurs revendications !

## ANGOLA : LA MORT DE SAVIMBI

Le chef de la rébellion angolaise, Jonas Savimbi en guerre contre le régime de Luanda depuis l'indépendance du pays en 1975, a trouvé la mort le 22 février lors d'un combat contre l'armée gouvernementale. Ce dirigeant de l'UNITA a été longtemps soutenu par Washington et Prétoria sous le régime de l'apartheid.

L'Angola était une colonie portugaise. Plusieurs organisations luttèrent pour l'indépendance. En 1965 il y avait le FLNA de Roberto Holden où Savimbi adhéra avant de fonder son propre parti l'UNITA, encouragé paraît-il en sous-main par la PIDE (police politique portugaise) qui cherchait faire éclater le mouvement de libération nationale et favoriser la formation qui leur semblait la plus acceptable.

En 1975 à la suite de la "révolution des œillets", le dictateur militaire portugais Caetano a été déposé et sa politique de grandeur coloniale fut abandonnée. La Guinée Bissau, le Mozambique et l'Angola furent abandonnés aux mains des indépendantistes. Pour ce qui concerne l'Angola, c'est le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) de Agostino Néto qui s'installa au pouvoir à Luanda. Pendant la guerre d'indépendance qui dura 15 ans le MPLA a bénéficié du soutien multiforme et surtout militaire de l'URSS et de Cuba. 50 000 "barbudos" cubains sont restés sur le sol angolais y compris après l'indépendance.

Ce fait permit aux dirigeants du MPLA de se prévaloir de l'étiquette de "progressiste" voire de "marxiste" à bon compte. Ils ont même pendant quelques années laissé croire qu'ils étaient combattus à cause de leur "politique anti-impérialiste".

En réalité c'étaient plutôt les USA qui voyaient d'un très mauvais œil que ce pays soit sous la zone d'influence de l'URSS. Grâce aux armements massifs fournis par les USA via l'Afrique du Sud, Savimbi réussit à contrôler une grande partie du territoire Angolais, celle où le sous-sol regorge de diamants. Pour les besoins de la cause il fut reçu à la

Maison blanche et décoré en 1980 de la médaille de "combattant de la liberté" par Reagan. Par ailleurs les américains ont livré des milliers de tonnes de matériel militaire à l'UNITA via le Zaïre de Mobutu y compris des missiles sol-air pour tenter de faire tomber Luanda. A la fin des années 80 avec le recul du régime d'apartheid et sa chute prévisible, Savimbi fut coupé de sa base arrière de Namibie. Les USA ont négocié le départ des soldats cubains et un changement d'alliance au profit cette fois du régime de Luanda et au détriment de leur protégé Savimbi, contraint d'abandonner le terrain de la lutte armée. L'Unita fut reconnue en tant que parti politique officiel dans le cadre d'un régime multipartiste.

Aux élections organisées en 1992 Savimbi n'a pas obtenu la majorité qu'il espérait et refusa de composer avec le régime de Dos Santos. Il reprit le maquis et réussit à contrôler les riches provinces diamantifères et à s'y maintenir grâce à l'exploitation et le commerce de ces pierres précieuses. Mais la guerre civile n'a pas cessé avec le gouvernement officiel. Le nombre de morts dans les deux camps est estimé à un demi-million (sur 12 millions d'habitants) sans compter les mutilés graves dus aux combats mais aussi aux mines qui couvrent une partie non négligeable du territoire.

Savimbi mort, ses lieutenants accepteront-ils de déposer les armes ? En échange de quoi ? Pour l'instant malgré les énormes richesses de ce pays, la misère et les privations de toutes sortes continuent d'être le lot quotidien de l'énorme majorité de la population toutes régions confondues. Il est vrai que là n'est pas le principal souci des tenants du pouvoir ni celui des grands de ce monde. Ce qui compte avant tout pour ces gens-là, ce sont les énormes profits des rois du pétrole et du diamant. Céder quelques miettes au passage aux tenants officiels du pouvoir ou ceux de la rébellion armée si nécessaire, ou à tous les deux à la fois n'est pour eux qu'une question de tactique. Les alliances se font et se défont au gré des intérêts des grands trusts, le reste leur importe peu.

## CE QUE NOUS VOULONS

### Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.